



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général de la défense  
et de la sécurité nationale**

Agence nationale de la sécurité des  
systèmes d'information

**Le Directeur général**

Paris, le 05 NOV. 2020  
N° 2478 /ANSSI/SDE

**DECISION DE QUALIFICATION  
D'UN SERVICE**

**DARVA**

**RCS 345 133 128**  
245 rue du stade, BP 98732 Chauray  
79027 Niort

- Le directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information,
- Vu le règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE, notamment l'alinéa 2 de son article 21 ;
- Vu le décret n° 2009-834 du 7 juillet 2009 modifié portant création d'un service à compétence nationale dénommé « agence nationale de la sécurité des systèmes d'information », notamment son article 1<sup>er</sup> ;
- Vu le décret du 27 mars 2014 portant nomination du directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information – M. POUPARD (Guillaume) ;
- Vu le courrier du Secrétariat général des affaires européennes à Monsieur l'ambassadeur représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne en date du 17 février 2015, référence ITEC/0155/2015, informant qu'en application de l'article 17.2 du règlement (UE) n° 910/2014 du 23 juillet 2014, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information est désignée comme organe de contrôle ;
- Vu le processus de qualification d'un service ;
- Vu le dossier de demande de qualification fourni par DARVA le 30 juillet 2020,

Décide :

- Art. 1 – Le service d'horodatage électronique dont l'identifiant (OID) est 1.2.250.1.388.1.1.1.2 fourni par la société *DARVA* ci-après désignée le fournisseur, portant le nom « *DARVA TIMESTAMP* » respecte les règles fixées par le règlement européen (UE) n° 910/2014 et est qualifié.
- Art. 2 – La présente décision est conditionnée au respect par le fournisseur des engagements relatifs au processus de qualification d'un service, pris au titre de sa demande de qualification.
- Art. 3 – La présente décision est valable du 16 novembre 2020 au 1<sup>er</sup> août 2022.



Guillaume BOURGEOIS  
Directeur national  
de la sécurité de l'information